

L'activisme islamique chiite octobre 2006

Au contraire de l'activisme islamique sunnite, l'activisme islamique chiite est assez unifié, ce qui s'explique par le statut historique du chiisme en tant que courant minoritaire de l'Islam qui permet d'abord de perpétuer l'image de la « communauté de souffrants et d'opprimés » que les chiites ont d'eux-mêmes et de renforcer leur culte du martyre, et ensuite d'établir l'autonomie des oulémas chiites et leur rôle de leadership politique.

La diversité malgré la cohérence de l'activisme islamique chiite

Recevant des revenus réguliers de la part des fidèles, les oulémas chiites sont devenus rapidement presque complètement dépendant du soutien de la communauté chiite. Leur rôle politique se fonde à la fois sur leur autonomie vis-à-vis de l'État, sur leur autorité sociale et sur leur capacité d'interprétation intellectuelle. Ce rôle de leadership des oulémas permet à l'activisme chiite de préserver une certaine cohérence et s'explique par plusieurs facteurs : étant donné que l'État était sous domination sunnite, l'Islam chiite n'allait pas y prendre part ; comme le chiisme duodécimain était assez quiétiste, les gouvernants sunnites le toléraient, facilitant ainsi l'exercice de l'autorité par les oulémas sur la population chiite puisque cette autorité ne représentait pas une opposition politique. Parallèlement, les oulémas chiites pratiquaient constamment le *djihad* (effort d'interprétation des textes sacrés). Cette importance du *djihad* est établie après la controverse entre l'école Akhbari et l'école Usuli au XIII^e siècle. Les Akhbarites négligeaient le rôle social et politique des oulémas chiites et prônaient une lecture littérale des textes sacrés. Les usulites, au contraire, considéraient que la jurisprudence islamique reposait certes sur un nombre de principes présents dans les textes, mais que l'application de ces principes devait provenir du *djihad*. La victoire de l'école usuli confirme le rôle spécial attribué aux oulémas chiites en tant qu'autorités morales, intellectuelles et sociales. L'Ayatollah Khomeini provient d'ailleurs de cette école.

En raison de son statut minoritaire au sein de l'Islam, l'activisme politique chiite s'est traduit essentiellement par le communautarisme, c'est-à-dire la défense des intérêts de la communauté face à l'État et aux sunnites majoritaires. Malgré cette base commune, l'activisme islamique chiite va dépendre du contexte politique local, d'où une certaine diversité malgré sa cohérence. Au Liban, les premières mobilisations chiites commencent dans les années 1970 pour dénoncer leur privation sociale. Puis, en 1982, avec l'invasion israélienne de nouveaux alignements politiques ont lieu avec la formation d'organisations soutenues par l'Iran dont le but est la résistance massive à l'occupation. En Irak, l'activisme chiite connaît une évolution différente. Dans les années 1960, les chiites ont une représentation politique appréciable à travers les partis baasistes et communistes. La nature dictatoriale croissante du régime leur fait perdre cette représentativité, ce qui radicalise leurs perspectives. Avec l'intervention américano-britannique en 2003, l'activisme chiite en arrive à délaisser son caractère communautariste pour défendre un agenda national plus ambitieux. Au Pakistan, l'activisme chiite est également communautaire et n'opte pour des formes de violence que lorsqu'il sent que sa foi est menacée en particulier par la montée des mouvements wahhabites. En fait, le communautarisme chiite n'a jamais été enclin à défendre l'idée d'*Oumma* globale au contraire de l'islamisme sunnite, mais s'est orienté plutôt vers un État particulier pour chercher à mieux s'y intégrer. Pour certains auteurs, cela explique que l'action politique communautariste chiite ait accepté les notions modernistes de pluralisme, d'égalité des droits et de citoyenneté, en admettant que la citoyenneté soit dissociée de l'identité religieuse.

L'Iran au centre d'un renouveau de l'islamisme chiite ?

L'Iran est un cas particulier : les chiites y ont toujours été majoritaires, le chiisme y est la religion officielle depuis le XVI^e siècle et l'Ayatollah Khomeini y a conduit une révolution islamique en 1979 même si l'activisme politique lui est bien antérieur. Les chiites étant majoritaires, cette activisme n'était pas communautariste mais formait plutôt une opposition vigoureuse qui s'abstenait de défier sérieusement le régime. A partir de 1925, Reza Chah Pahlavi organise un État centralisé, une

armée moderne et impose certaines évolutions (interdictions des manifestations publiques du deuil chiite, du port du voile). En 1941, sous pression britannique, Reza abdique pour son fils, Mohammed Reza. Les mesures de sécularisation sont levées et la population revient enthousiaste aux anciennes coutumes. Au fur et à mesure de son règne, le chah arrive à effacer le rôle des forces d'opposition, mais jamais celui du clergé dirigé par l'Ayatollah Boroujerdi. Avec l'arrivée de Khomeini, la force du clergé ne cesse d'augmenter jusqu'à la révolution de 1979. L'originalité première de Khomeini est son ambition à renverser, et non pas seulement à s'opposer aux régimes établis. La doctrine que Khomeini défend est le *Velayet-e-faqih* (« gouvernement du juriste islamique »). L'État islamique doit donc être dirigé par un gouvernement islamique dans lequel le contrôle suprême est donné au juriste qui doit respecter deux conditions primordiales : avoir une connaissance totale de la loi et être juste dans son application. Un tel juriste ne pouvait provenir que des Grands Ayatollahs. Le problème de savoir qui devait diriger en attendant le retour du douzième imam est ainsi résolu. Le politique prenait en quelque sorte plus de pouvoir que le religieux puisque les oulémas s'en remettait au pouvoir du juriste de fonder ses décisions sur la lecture de la situation et non sur celle des textes sacrés, ce qui prouve que l'objectif de Khomeini n'était pas de former un parti politique clérical. L'impact de la révolution de Khomeini à l'extérieur est tel que l'on confond assez fréquemment allégeance à Téhéran et allégeance à cette doctrine. Comme les chiites ont toujours été brimés dans un monde musulman sunnite, l'Iran, pays majoritairement chiite, pourrait développer sa capacité d'influence justement à travers le chiisme. Pour cela, l'Iran compterait sur le poids néanmoins importants des communautés chiites (60% en Irak, 10% en Arabie saoudite, 30% au Koweït, 70% au Bahreïn, 19% en Afghanistan, 20% au Pakistan). Au Liban, ils constituent plus d'un tiers de la population et ont le plus fort taux de natalité. Les minorités chiites sont aussi importantes en Turquie, en Inde et en Syrie. De plus, les chiites occupent des zones-clé mondiales : le Golfe persique où gisent trois quarts des réserves pétrolières mondiales; le Hasa, en Arabie Saoudite, où se concentrent la plupart des gisements de pétrole est peuplé aussi majoritairement par des chiites. L'Iran serait donc le parfait protecteur des communautés chiites afin de simultanément répondre à leur besoin de soutien externe et rompre l'isolement international qu'il connaît depuis la révolution. Ce rôle serait possible grâce à d'importants atouts possédés par Téhéran : symboles importants comme la ville de Qom, centre théologique principal de tous les chiites ; écoles de théologies où convergent les principaux oulémas du monde entier et qui aboutissent à la création de réseaux très importants ; pèlerinages ; soutien logistique et financier à des mouvements politiques et militaires ; financement d'infrastructures ; soutien aux déshérités chiites. Cependant, l'influence de l'Iran hors de ses frontières varie selon les pays. En Afghanistan, ce n'est qu'après la chute des talibans que l'Iran tente de projeter son influence, en favorisant la création d'un parti pro-iranien, et en contribuant financièrement à la reconstruction de l'État. Son engagement au sud-Liban est beaucoup plus accentué par le poids démographique de la communauté chiite et par la réussite politique du Hezbollah. L'Irak devient aussi un enjeu majeur pour l'Iran étant donné qu'il compte 22 millions d'habitants (au contraire du Liban qui est un petit pays) et d'importantes ressources naturelles. Le succès de deux des quatre partis chiites irakiens aux dernières élections en janvier 2005 (le parti Dawa et le CSRII, tous deux proches de l'Iran) valide et renforce l'influence des mollahs iraniens à long terme. Les pèlerinages en Irak sont aussi d'excellents prétextes permettant à l'Iran de traverser la frontière, comme le sont également ses aides économiques. Malgré tous ces efforts pour diffuser une sorte de « panchiisme », cette réalité est à ménager. En fait, le monde chiite est surtout un espace divisé où la solidarité entre communauté de différents États demeure très relative. Il reste donc très improbable que l'Iran arrive à fédérer les 140 millions de chiites du monde sous un même projet politique. Certes les succès politiques du Hezbollah au Liban et l'arrivée au pouvoir de chiites en Irak représentent un signe de renouveau de l'activisme politique chiite. Certes l'idée d'un « arc chiite » qui aille de Téhéran au Liban ne plaît guère aux autres États arabes. Cependant, l'Iran, État perse au milieu de pays arabes, reste seul. Même le monde chiite conteste son leadership. Cela expliquerait l'affirmation de Bruno Tertrais qui affirme que la bombe atomique « serait un moyen de dissuasion et peut-être davantage une bombe perse qu'une bombe islamique ».